

Gilets jaunes : au lieu de Cohn Bendit et Belattar, c'est Malika Sorel qui devrait conseiller Macron !

écrit par Christine Tasin | 6 avril 2019



Oui, au lieu de Cohn Bendit, Ndiaye et Belattar, c'est Malika Sorel qui devrait conseiller Macron ! Le sort de la France en serait changé. Le sort de l'Europe et du monde en serait changé !

Excellentissime et riche réponse de Malika Sorel à la Belloubet, ministre de la justice ignorant notre histoire et... nos lois ! Ou encore :

Comment Malika Sorel clashe Belloubet !

Malika Sorel a tout dit, je crois, dans l'interview ci-dessous accordée au Figaro. Interview à lire et relire. Elle a tout dit du malaise de civilisation, de l'identité menacée, des dangers de l'immigration et de l'islamisation qui y est liée,

des inconséquences et fautes majeures de nos gouvernants, sans compter quelques rappels historiques montrant comment nos dirigeants mentent et trafiquent l'histoire même de notre pays et la réalité.

Elle le fait avec l'élégance, la douceur, la mesure qui la caractérisent.

Une sacrée grande dame.

Comme on aimerait que ce soit une Malika Sorel qui conseille Macron à la place d'un Belattar, d'un Cohn Bendit et autres dégénérés... Mais Macron a choisi et en plus il est fier de ses choix qu'il compte nous imposer, de gré ou de force.

Les éléments les plus importants à retenir de cette interview fleuve :

-Belloubet et Macron parlent de ce qu'ils ne connaissent pas et affirment des contre-vérités, voire des mensonges énormes. On le savait, mais quand c'est confirmé par une Malika Sorel, ça fait du bien.

-La France n'est pas un pays d'immigration, celle-ci n'a commencé qu'à partir de 1860, 1870.

-Le multiculturalisme est contraire à nos traditions, la preuve en est dans le Code civil que Belloubet, apparemment, ne connaît pas :

« nul ne peut être naturalisé s'il ne justifie de son assimilation à la communauté française ».

-La devise de la République française est impossible à appliquer face à des cultures où l'individu n'existe pas et où l'égalité hommes-femmes n'existe pas.

-Il n'est pas possible de laisser à un haut niveau des flux d'immigration quand les pays d'origine ont adopté un système

rétrograde contradictoire avec nos lois et nos valeurs.

-On ne peut pas faire vivre ensemble des gens qui obéissent à la loi des hommes et des gens qui obéissent à la loi d'un Dieu.

-Notre problème n'est pas la laïcité mais l'égalité et la dignité partagées entre les sexes.

- Le prénom que donne une personne à ses enfants renseignera sur la trajectoire dans laquelle elle souhaite inscrire sa descendance.

-« On ne bouscule jamais impunément un peuple sur son territoire, et comme l'avait fort bien écrit Victor Hugo: le plus excellent symbole du peuple c'est le pavé, on lui marche dessus jusqu'à ce qu'il vous tombe sur la tête. »

-« En France, on aurait tort de sous-estimer la portée et la signification du mouvement des Gilets jaunes. La souffrance est réelle et profonde. Comme l'avaient relevé des journalistes présents sur les ronds-points dès le début du mouvement, le sujet de l'immigration surgissait très vite dans les discussions. Et pour cause! Beaucoup de citoyens se sentent abandonnés au profit de nouveaux entrants qui se trouvent être plus pauvres ».

-Ce qui menace, c'est le non-consentement à l'impôt et la décomposition française, baptisée partition par le Président Hollande.

-Macron devra répondre devant la nation et devant l'histoire de sa façon de traiter le dossier des Gilets Jaunes.

Question subsidiaire et ô combien pertinente :

-Pourquoi les maires dhimmis contournent-ils la loi pour construire des mosquées au lieu de construire des écoles dont on a tant besoin ?

Malika Sorel: «La non-assimilation aboutira à la mise en minorité des idéaux français sur notre propre sol»

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN – Malika Sorel s'inscrit en faux contre les propos de Nicole Belloubet, qui a affirmé que «la France s'est toujours constituée, agrégée, autour d'un multiculturalisme séculaire». Elle rappelle la tradition assimilatrice de notre pays.

Ingénieur de l'École polytechnique d'Alger, major du MBA de Sciences Po Paris, Malika Sorel est ancien membre du Haut Conseil à l'intégration, institution rattachée au Premier ministre. Elle est l'auteur de Décomposition française (éditions Fayard, 2015) qui a reçu le prix «Honneur et Patrie» des Membres de la Société de la Légion d'honneur.

FIGAROVOX.- “La France s'est toujours constituée, agrégée, autour d'un multiculturalisme séculaire, le nier ce n'est pas comprendre notre histoire”, a déclaré Nicole Belloubet à l'Assemblée nationale. Que vous inspirent ces propos?

Malika SOREL.- Ce qui est énoncé ici, c'est le baratin servi aux foules depuis déjà un certain temps. En réalité, depuis que les élites politiques ne peuvent plus cacher l'ampleur du désastre dont elles sont à l'origine. Madame Belloubet étant nouvelle dans ce milieu, je ne la rends pas co-responsable bien sûr, mais ce qu'elle professe est faux.

Tout d'abord, son «toujours» interroge. À quelle période remonte-t-elle au juste? Comme l'a très bien mis en évidence l'historienne Marie-Claude Blanc-Chaléard, la France, à la fin de l'époque moderne, est un monde plein dont la population a augmenté sur place, et **l'immigration naît avec l'arrivée de**

paysans italiens du Nord à partir des années 1860-1870. Au regard de la longue histoire de la France, ce «toujours» de la ministre est donc plus que déplacé.

Ensuite sur le multiculturalisme: en dehors de cas précis hérités de l'histoire et circonscrits à des îles françaises lointaines et peu peuplées, **le multiculturalisme n'a jamais été une politique française, et encore moins un objectif.** C'est même tout le contraire, comme en atteste le Code civil selon lequel *«nul ne peut être naturalisé s'il ne justifie de son assimilation à la communauté française»*. Et c'est sur ce point précis du respect du Code civil que les élites de commandement – monde politique et haute administration – ont, pour les uns fauté, et pour les autres trahi.

Le multiculturalisme n'a jamais été une politique française

Pour bien comprendre la complexité de l'assimilation, qui demeure la condition nécessaire pour former un même peuple, il faut inlassablement rappeler que seul un Italien sur trois a fait souche en France, et que 42% des Polonais du flux 1920-1939 sont repartis, alors même qu'aucune amélioration économique substantielle ne pouvait justifier, à première vue, ce retour dans leurs pays. S'imaginer que des flux migratoires de cultures bien plus éloignées puissent faire mieux, cela sort des limites du bon sens.

L'assimilation doit être un choix librement consenti. De toute façon, elle ne peut pas être imposée car elle se joue entièrement sur le registre moral et affectif. Il faut simplement veiller à ne pas la rendre impossible. Lorsque l'on évoque l'immigration et l'intégration culturelle, ce qui est systématiquement passé sous silence, c'est l'épreuve que constitue l'exil et les souffrances qu'il peut causer. Incompréhensible! Quant à l'octroi des papiers d'identité, cela doit correspondre à une assimilation réelle et à rien d'autre.

Que révèlent-ils sur la vision de la France de la majorité? Le président de la République est-il favorable au multiculturalisme sans le dire?

La majorité étant une auberge espagnole, il m'est difficile de porter un jugement global, mais ce que j'en vois m'amène à dire que nous ne sommes pas sortis de l'auberge.

En ce qui concerne le Président, j'ai eu l'occasion de dire, lors de la campagne présidentielle, que nous n'étions pas sur la même longueur d'onde. Je persiste à penser qu'Emmanuel Macron ne maîtrise pas ces problématiques. J'observe qu'il cherche, tâtonne, prend des positions, les assène puis rétropédale quelques mois plus tard... J'estime toutefois que cela est moins désespérant que bien des politiques qui campent sur leurs erreurs et s'enfoncent dans leur ignorance.

Ce qui se joue au travers de cette question du multiculturalisme est capital pour le destin du peuple français, de sa civilisation, car c'est notre projet de société qui est en jeu, et que tout projet de société est le reflet de l'identité d'un peuple. Il s'agit de discuter des principes fondamentaux qui structurent l'identité. **Que faire de la devise de la République française lorsque l'on se trouve en présence de cultures dans lesquelles l'individu n'a pas droit de cité et n'existe pas pour lui-même? Que faire de l'égalité homme-femme si elle est considérée comme une hérésie? À la poubelle? Quid de la fraternité, si elle est subordonnée aux convictions religieuses?**

La non-intégration culturelle ou non-assimilation aboutira tôt ou tard à la mise en minorité sur le sol français des idéaux politiques portés par l'identité française.

La non-intégration culturelle ou non-assimilation, si elle affecte ne serait-ce qu'une faible proportion de flux migratoires par ailleurs conséquents, aboutira tôt ou tard à la mise en minorité sur le sol français des idéaux politiques

portés par l'identité française.

Continuez-vous à défendre un modèle d'intégration? En réalité, est-il toujours vraiment applicable dans un contexte d'immigration de masse et de regroupement de communauté dans des quartiers de plus en plus homogènes?

À ce niveau de notre discussion, il convient d'évoquer l'insertion, qui est le simple respect des règles et normes du pays où l'on vit, même si on ne les partage pas en son for intérieur car on adhère soi-même à un autre référentiel culturel. C'est ce à quoi se soumet tout Français lorsqu'il s'expatrie. Ce respect élémentaire est un impératif sur lequel notre société n'aurait jamais dû transiger ; or elle a été entraînée sur le dangereux chemin des accommodements déraisonnables par des politiques dont une part étaient ignorants de la réalité des enjeux, et les autres indifférents.

Pour ce qui est du modèle français d'intégration, qui est en réalité un long processus jalonné de questionnements parfois douloureux, il convient plus que jamais de le réhabiliter, pour peu que l'on soit attaché à œuvrer à un vivre-ensemble harmonieux dans la durée.

Vous me posez également la question de l'immigration de masse. Oui, elle a rendu l'assimilation extrêmement difficile, pour la raison simple que les flux ont persisté à très haut niveau alors même que les pays d'origine amorçaient un retour à des fondamentaux religieux qui heurtent de plein fouet les principes de notre devise républicaine, principes que l'on retrouve au demeurant aussi dans les autres pays européens. Désormais, il est possible d'évoluer sur un territoire sans pour autant vivre à la même heure que son voisin de palier ou les habitants de sa commune. Dans de telles conditions, l'intégration culturelle devient mission quasi-impossible, et ce n'est pas l'école qui pourra, seule, y remédier.

J'ai toujours dit et écrit que la laïcité était la digue qui protégeait la France. Je persiste et signe.

En ce qui concerne la répartition à travers le territoire défendue aussi bien par la gauche que la droite ces dernières décennies, même un élève de CM2 comprendrait au vu des chiffres que cela n'est désormais plus une solution.

Pour mémoire, dès 1981, Georges Marchais, alors Secrétaire général du Parti Communiste Français, demandait à «stopper l'immigration officielle et clandestine». Quand ce sujet sortira-t-il des clivages partisans?

Nicole Belloubet répondait à une question de l'opposition sur la laïcité. La loi de 1905 doit-elle être intouchable? La volonté qu'on prête à Emmanuel Macron de revenir dessus vous inquiète-t-elle? Pourquoi?

J'ai toujours dit et écrit que la laïcité était la digue qui protégeait la France. Je persiste et signe. Chacun sait le sort qui attend les terres lorsqu'une digue vient à rompre. Qu'elles recourent ou non au concept de laïcité, toutes les sociétés occidentales vivent à l'heure de la loi des hommes. Les hommes y exercent le droit de se doter des lois qui vont régir leur cité sans que ces lois soient la transcription de commandements divins, et il y existe par ailleurs une hiérarchie entre le politique et le religieux.

Les coups de boutoir contre la digue sont nombreux, ne sont pas récents et se sont intensifiés avec les années. Je me souviens très bien d'un haut responsable politique que les médias présentaient comme laïque, et qui expliquait au micro de Jean-Jacques Bourdin comment les élus, sur le terrain, pouvaient contourner la laïcité pour financer les lieux de

culte par le biais de baux amphytéotiques ainsi que le financement d'associations culturelles. Posez-vous la question: pourquoi des lieux de culte et non pas des écoles, alors même que les enquêtes PISA sont là pour montrer, chiffres à l'appui, de quelle manière la France plonge dans les classements année après année?

La laïcité est-elle aujourd'hui suffisante pour répondre au défi culturel que pose l'islam? À la laïcité juridique doit-on associer une affirmation de notre culture et de notre histoire?

Nombre de situations qui préoccupent notre société ne relèvent pas de la laïcité, mais du principe de l'égalité et de la dignité partagées entre les sexes, pour reprendre l'expression de l'islamologue Abdelwahab Meddeb. Il faut donc cesser d'invoquer la laïcité pour pouvoir mieux la démolir ou la faire démolir. La question, encore et toujours, nous ramène au projet politique collectif, donc au respect de l'identité du peuple français. Lorsque le Président Macron, en avril 2018, s'interroge face à deux journalistes: *"Pourquoi le voile nous insécurise? Cela n'est pas conforme à la civilité qu'il y a dans notre pays"*, il s'apporte lui-même la réponse que la société attend de lui. Pour mémoire, selon le Larousse: civilité = observation des convenances en usage chez les gens qui vivent en société.

Il faut donc cesser d'invoquer la laïcité pour pouvoir mieux la démolir ou la faire démolir.

En Occident, beaucoup de ceux qui s'affirment «progressistes» ne le sont en rien, et ont même participé à entraîner la France dans une approche ethno-raciale des individus ; donc, n'ayons pas peur des mots, dans une approche raciste, alors que le projet français d'intégration républicaine est profondément humaniste. On ne devrait juger l'homme que sur la

base de ses seules actions. J'ai connu l'époque bénie où, en France, nul ne s'interrogeait sur l'origine de l'autre, ni n'épiait le contenu de son assiette, ni ne le condamnait sur la base de son seul prénom, prénom que ses parents lui avaient donné. Afin d'éviter toute méprise, je rappellerai ce que j'ai déjà eu l'occasion d'écrire au sujet des prénoms. **On ne peut juger une personne sur la base du prénom qu'elle a reçu à sa naissance. Simplement, le prénom qu'elle donne elle-même à ses enfants renseignera sur la trajectoire dans laquelle elle souhaite inscrire sa descendance.** Mais encore faudrait-il que les choses aient été clairement exposées! La querelle des prénoms déclenchée par Éric Zemmour illustre à la perfection la crispation croissante et inquiétante de notre société. Pour votre information, beaucoup des élites que j'ai pu croiser dans les allées du pouvoir portaient des prénoms chrétiens. Et alors que je défendais l'identité française, beaucoup la foulaient au pied! Nous vivons dans une société qui a versé dans l'hypocrisie. Il est donc naturel qu'une part des descendants de migrants qui ont fait le choix de l'assimilation ne comprennent pas ce qui leur est reproché, et puissent parfois ressentir une intense souffrance.

Très récemment, j'ai assisté à l'hôtel de ville de Paris à la projection du remarquable documentaire *L'incroyable histoire du plateau des Glières de Bernard de la Villardière et Gérard Burin des Rozières*. Le sens de l'honneur a joué un rôle de première importance pour faire se lever tous ces hommes. Ce sens de l'honneur que résumait à la perfection le "We shall never surrender" de Winston Churchill ou le "Vivre libre ou mourir" de Tom Morel. C'est d'ailleurs ce qu'a rappelé Gérard Métral, Président de l'association des Glières, lors des commémorations du 31 mars. Tous ceux des Glières, a-t-il dit, relevèrent la France dans son honneur et sa fierté.

En France, on aurait tort de sous-estimer la portée et la

signification du mouvement des Gilets jaunes. La souffrance est réelle et profonde.

Cela doit-il passer par le peuple ou par les classes dirigeantes?

Les deux, mon capitaine. Ce que j'ai vu et entendu m'amène à vous dire qu'il ne faut pas signer de chèque en blanc à nos dirigeants. Voilà maintenant quarante ans que les élites occidentales racontent les mêmes balivernes à leurs peuples. Au départ, il s'agissait d'accueillir des populations pour des raisons humanitaires. À présent, partout, elles leur demandent de faire preuve de tolérance en abandonnant des pans entiers de leur histoire politique et culturelle. Ce n'est pas un jeu car tout cela pourrait fort mal finir, y compris pour les élites qui ont participé à influencer les opinions publiques – donc pas seulement les élites politiques –, et vis-à-vis desquelles la défiance atteint des sommets inédits. On ne bouscule jamais impunément un peuple sur son territoire, et comme l'avait fort bien écrit Victor Hugo: le plus excellent symbole du peuple c'est le pavé, on lui marche dessus jusqu'à ce qu'il vous tombe sur la tête.

En France, on aurait tort de sous-estimer la portée et la signification du mouvement des Gilets jaunes. La souffrance est réelle et profonde. Comme l'avaient relevé des journalistes présents sur les ronds-points dès le début du mouvement, le sujet de l'immigration surgissait très vite dans les discussions. Et pour cause! Beaucoup de citoyens se sentent abandonnés au profit de nouveaux entrants qui se trouvent être plus pauvres, à un moment où l'école peine à remplir la promesse républicaine d'ascension sociale. Le déclassement comme seul horizon pour leurs enfants! Ce qui menace, c'est le non-consentement à l'impôt et la décomposition française, baptisée partition par le Président Hollande.

Certes, Emmanuel Macron hérite de cette situation, mais aujourd'hui c'est lui qui tient le gouvernail. Aussi doit-il se former en accéléré, entendre, comprendre et répondre avec empathie.

Du fait de l'évolution de la composition du corps électoral, nombre d'élus, pour être reconduits, sont contraints – ou se croient contraints – d'adapter leur comportement. D'où un clientélisme ouvert ou larvé. J'ai été aux premières loges pour observer depuis l'intérieur à quel point les hommes et femmes du monde politique sont obsédés, et même terrorisés par la «diversité». Les sommes considérables injectées n'ont pas eu le retour escompté. Pire, elles ont suscité le ressentiment des uns envers les autres. Au lieu de créer de la cohésion, les politiques ont créé de la division.

C'est à l'aune de cette évolution démographique majeure que les Français doivent lire beaucoup des actions politiques qui ont été déployées ces quarante dernières années.

C'est à l'aune de cette évolution démographique majeure que les Français doivent lire beaucoup des actions politiques qui ont été déployées ces quarante dernières années. Les politiques se sont liés les pieds et les poings. C'est pourquoi je n'attends pas grand-chose du Parlement qui nous ressort, à intervalles réguliers, l'idée du vote de quotas annuels d'immigration alors même que la France peine à garantir un avenir décent à tous ses enfants.

Ce dossier doit être directement rattaché au Président de la République, qui en répondra devant les Français et devant l'Histoire. Les petits présidents travailleront pour être réélus, quand les grands, en œuvrant pour l'intérêt général, auront pour ambition d'inscrire leur nom en lettres capitales dans l'Histoire de France et celle de l'Europe.

<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/malika-sorel-la-non-assimilation-aboutira-a-la-mise-en-minorite-des-ideaux-francais-sur-notre-propre-sol-20190405#xtor=AL-201>

Note de Marcher sur des oeufs :

Pour rappel, une video de Malika Sorel-Sutter: « *Nos élites de commandement ont sous estimé les difficultés de l'immigration* »

Figaro 12 juin 2018

DURÉE : 12mn 53s